

Et si rien n'avait changé depuis le 11 septembre?

Zaki Laïdi, chercheur en sciences politiques à Paris et l'un des animateurs du cercle réformiste français «En temps réel», décrit un monde de l'après-11 septembre fort semblable à celui de l'avant, du moins sur les grandes questions de la planète

Le 11 septembre a-t-il introduit une rupture majeure dans l'ordre mondial? L'Histoire est pleine de situations qu'on a cru être des situations de rupture mais qui n'en étaient pas dans les faits. L'inverse est tout aussi vrai. Pour qu'il y ait rupture, il faut à la fois qu'un événement important intervienne, mais également que le jeu des acteurs s'adapte et se modifie en conséquence. Or rien ne prouve que nous en soyons déjà là. Le 11 septembre a trois significations:

1. Pour la première fois depuis que l'Occident domine le monde, il se trouve attaqué en son cœur par un acteur – de surcroît non étatique – venu du Sud. Symboliquement, cet élément n'est pas sans importance. Il reflète une certaine insatisfaction venue du Sud. Il met en évidence le rôle croissant des acteurs non étatiques dans le jeu mondial. Il souligne la capacité technique et technologique des acteurs venus du Sud. Les forces américaines en Afghanistan ont par exemple été frappées par la sophistication du matériel dont disposait le réseau Al-Qaïda.

2. Nous venons de vivre la première crise politique de la mondialisation. Les crises internationales mettent désormais aux prises non plus seulement des Etats, mais aussi des acteurs non étatiques – aujourd'hui terroristes, demain mafieux – et des acteurs du marché financier et mondialisé. Avec la crise asiatique de 1997-1998 qui s'étendit à l'Amérique latine et à la Russie, nous avions vécu la première crise financière de la mondialisation car le mécanisme de contagion financière a atteint des pays qui n'avaient pas de rapports financiers avec le foyer de la crise. Autrement dit, la crise a frappé la Thaïlande

puis le Brésil alors que ces deux pays n'ont que peu de rapports entre eux.

A cette crise financière est venue s'ajouter, à partir de 1998, une crise de confiance sociale vis-à-vis de la mondialisation, crise que la naissance des mouvements anti-mondialisation a mise en évidence. Le développement du mouvement anti-mondialisation exprime une insatisfaction sociale face à une logique de dérégulation économique et financière dont les bienfaits n'apparaissent ni proportionnels aux sacrifices exigés, ni socialement bien répartis. Or cette insatisfaction existe aussi bien dans les sociétés du Sud que dans celles du Nord, même s'il existe

Depuis le 11 septembre, aucun acteur, et encore moins les Etats-Unis, ne se trouve en mesure de proposer au monde un quelconque principe d'ordre

des contradictions majeures entre le Nord et le Sud pour sortir de cette situation. Au Nord, la mouvance anti-mondialisation insiste sur l'humanisation de la mondialisation qui passe notamment par le respect des clauses sociales fondamentales et des règles environnementales. Mais ces objectifs sont largement combattus par les sociétés du Sud, non pas parce qu'elles plaident pour une libéralisation débridée, mais parce qu'elles voient dans le relèvement des standards environnementaux et sociaux une forme déguisée de protectionnisme. Les mouvements anti-mondialisation n'échappent pas à ces contradictions. Mais cette insatisfaction sociale ne condamne pas pour autant la mondialisation. On peut même faire le pari inverse. Car le fait que les acteurs sociaux se mêlent à leur tour de la mondialisation exprime une volonté de se l'approprier socialement, un refus de la voir orientée et dirigée par les seuls intérêts économiques. La compétition

qui se développe aujourd'hui à l'échelle mondiale ne met pas seulement en concurrence les économies comme on le croit, mais les systèmes sociaux, les identités, les valeurs culturelles. C'est dans ce contexte de fragilité que le 11 septembre est donc intervenu. La première puissance du monde s'est trouvée atteinte au cœur même de ce qui symbolisait le capitalisme mondial: le World Trade Center. Cela lui a aussi permis de comprendre qu'aucune société n'était désormais invulnérable et que la mondialisation était bel et bien productrice de dérèglements sociaux et financiers en chaîne. Le 11 septembre contraignait à une lecture politique et non plus seulement économique de la mondialisation.

3. Depuis le 11 septembre, aucun acteur, et encore moins les Etats-Unis, ne se trouve en mesure de proposer au monde un quelconque principe d'ordre. En dehors de la lutte contre le terrorisme, personne ne semble véritablement en mesure de proposer une nouvelle vision du monde. Pendant des décennies, le principe d'ordre de la communauté mondiale reposait sur la souveraineté des Etats, au cœur du dispositif. Aujourd'hui, les choses semblent plus floues. La mondialisation se construit pour l'essentiel contre la souveraineté des Etats, ce qui n'est pas toujours une mauvaise chose. Le fait, par exemple, que des criminels de guerre ne soient plus assurés d'une totale impunité constitue un indéniable progrès. Le fait aussi qu'il y ait des fragments de conscience universelle en matière d'environnement en est un autre. Pour autant, la souveraineté ne disparaît pas et aucun substitut fonctionnel ne semble devoir s'imposer rapidement. D'autant moins que le plus puissant des Etats, les Etats-Unis, ne semble nullement décidé à renoncer à la logique de souveraineté pour laver l'affront du 11 septembre.

En bonne logique, le 11 septembre aurait dû être l'occasion d'une prise de conscience mondiale visant à maîtriser une mondialisation qui produit beaucoup de richesse privée, au Nord comme au Sud, beaucoup de «maux

publics» (criminalité, prostitution, drogue, etc.) et de moins en moins de «biens publics» (santé, éducation, environnement, etc.). Dans cette perspective, deux pistes semblaient s'ouvrir: celle d'une réhabilitation de l'Etat – en tant que producteur de biens publics. Celle d'une plus grande multilatéralisation du jeu mondial en vue précisément de régler certains déséquilibres mondiaux.

Naturellement, il serait exagéré et irréaliste d'espérer une réorientation aussi forte et volontariste de la politique mondiale en si peu de temps. Malheureusement, il est à craindre que ces corrections de trajectoires aient peu de chances d'intervenir.

Les Etats-Unis n'ont pas attendu le 11 septembre pour découpler leurs intérêts de puissance marchande de ceux de puissance étatique

Après un moment de panique et de désarroi, la politique américaine est revenue à une gestion très impériale de l'après-11 septembre. L'effondrement plus rapide que prévu des talibans a réduit à néant l'intérêt des Etats-Unis pour une véritable coalition. Plus, on a vu des puissances européennes rivaliser entre elles pour entrer dans le jeu américain, quitte à essuyer quelques humiliations.

Perspective relativement grave pour l'avenir de la régulation mondiale: les Etats-Unis ne sont nullement décidés à modifier leur grille de lecture du monde après le 11 septembre. Sur les grands dossiers multilatéraux, leur inflexibilité est aussi grande qu'avant. A preuve leur retrait du Traité ABM avec la Russie, qui ouvre la voie au déploiement du bouclier antimissile, leur nombrilisme à Marrakech sur l'environnement, la politique de la chaise vide à la conférence sur l'annulation des essais nucléaires, et leur opposition à la mise en œuvre de la

Convention sur les armes biologiques. Plus grave encore, leur refus de s'impliquer dans le règlement du conflit israélo-palestinien, qui conduit de facto à avaliser la politique israélienne alors que c'est d'un règlement de ce conflit que peut s'amorcer une détente internationale. Plus inquiétant encore, les risques d'extension de la logique de guerre à l'Irak. Le seul domaine où les Etats-Unis semblent jouer le jeu multilatéral est le jeu commercial. Mais le succès relatif de Doha n'est pas lié au 11 septembre. L'échec de Seattle aura été en soi le principal adjuvant du succès de Doha.

Après le 11 septembre, on a évoqué la réhabilitation de l'Etat, certains imprudents ont parlé d'un «Tchernobyl du néo-libéralisme». Ce lyrisme politique méconnaît la réalité américaine. Les Etats-Unis n'ont pas attendu le 11 septembre pour découpler leurs intérêts de puissance marchande de ceux de puissance étatique. Le plus dogmatique des présidents américains, Ronald Reagan, a été le plus keynésien quand il s'est agi de lancer le programme de la guerre des étoiles contre l'URSS. La multiplication des appels à l'Etat n'est ni nouvelle ni idéologique. Bien au contraire, les appels à l'Etat, notamment en matière d'assurance, s'inscrivent dans une logique classique de privatisation des gains et de socialisation des pertes. De surcroît, on voit bien que les mesures de relance économique continuent à reposer sur une baisse des impôts qui avantage les tranches à hauts revenus.

Il n'est donc pas impossible que nous assistions après le 11 septembre non pas à une rupture et encore moins à un changement de cap, mais à l'aggravation d'une situation qui verrait se développer à la fois une réactivation des jeux classiques de pouvoir entre puissances, dont la Russie et la Chine, et le développement de dynamiques économiques, sociales et culturelles transnationales, avec la présence d'un angle mort dans le système mondial: celui de la régulation multilatérale. Ce serait naturellement là la pire des conséquences pour l'équilibre mondial.